

# le carré bleu

Feuille internationale d'architecture  
Administration et abonnements :  
19, rue Bleue, Paris 9<sup>e</sup>

Rédaction et publicité :  
9, rue d'Arsonval, Paris 15<sup>e</sup>

Directeur : A. Schimmerling

Comité de rédaction :

E. Augame • G. Gandilis •  
D. Cheron • D. Cresswell • J. Decap •  
P. Fouquey • S. Girardot •  
P. Grosbois • L. Hervé • A. Josic •  
M. Mouque • R. Pastvana • Y. Schein •  
A. Schimmerling • S. Woods •

Mise en page : Pierre Bernard

Collaborateurs :

Roger Augame, Elie Azagury, Sven Backstrom,  
Aulis Blomstedt, Lennart,  
Bergstrom, Giancarlo de Carlo,  
Eero Erikainen, Ralph Erskine,  
Sverre Fehn, Oscar Hansen,  
Arne Jacobsen, Reuben Lane,  
Henning Larsen, Sven Ivar Lind,  
Ake E. Lindquist, Charles Polonyi,  
Keijo Petaja, Reima Pietila,  
Aarno Ruusuvuori, Jorn Utzon,  
Georg Varnhuy, E. Terrazas.

Prix de l'abonnement annuel : 20 F

Le numéro : 5 F

C. C. P. Paris 10.469-54

3.1968

Ce que je considère que nous avons le mieux fait et qu'en particulier, j'ai peut-être moi-même le mieux réussi, qui m'a donné la plus grande satisfaction, c'est l'éducation nationale.

Georges Pompidou

Madrid 11 juin... Le quotidien S. P. (national syndicaliste) écrit "La réalité dépasse la fiction : De Gaulle découvre la Phalange"... pour de nombreux observateurs, les paroles du Président de la République "ressemblent chaque jour davantage aux discours que le Général Franco répète inlassablement depuis trente ans".

Le Monde 12-6-68

Toutes les illustrations de ce numéro sont des reproductions d'affiches des "ateliers populaires" des écoles Ex Beaux-Arts et Ex Arts-Décos.



Le mouvement de contestation nous a fait comprendre que nous devons prendre position plus ouvertement que dans le passé. Une critique architecturale permanente doit trouver dans notre revue une tribune ouverte sur les rapports fondamentaux entre les arts et les sciences de l'environnement et les problèmes politiques sociaux et économiques afin d'arriver à provoquer un dialogue. Nous placerons les projets dans leur contexte politique et social renforçant de ce fait le rôle critique de notre feuille.

le comité de rédaction

# calendrier aide mémoire des événements de mai-juin 1968

pour les détails se reporter aux journaux et hebdomadaires

## mai 1968

Jeudi 2	Fermeture de la faculté de Nanterre, début d'incendie à la Sorbonne par "Occident"
Vendredi 3	Evacuation de la Sorbonne par la police à la demande du recteur.
4, 5	Meeting U.N.E.F. à l'intérieur de la Sorbonne, barricades, arrestations
Lundi 6	Condamnations d'étudiants
Mardi 7	Manifestations étudiants. Appel de l'U.N.E.F. à la population
Mercredi 8	Manifestations étudiants ; plus de 60.000 aux Champs Elysées
Vendredi 10	Plus de 20.000 étudiants manifestent
Lundi 13	La "nuit des barricades" rue Gay-Lussac
	Grève générale des travailleurs en soutien aux étudiants condamnés et contre la répression policière. 800.000 de la République à Denfert-Rochereau. Réoccupation de la Sorbonne.
Mardi 14	Plusieurs écoles et facultés occupées par les étudiants
du 14 au 18	L'Odéon occupé.
	Grèves des travailleurs Sud-Aviation à Nantes, Cléon, Renault ; en quelques jours, 10 millions de grévistes
Mercredi 15	L'E.N.S. des Beaux-Arts occupé
Jeudi 16	Pompidou "face au désordre, le Gouvernement fera son devoir"
Samedi 18, 19	Le Général abrège son voyage en Roumanie, annonce au retour : "La réforme, oui ; la chienlit, non".
Lundi 20	L'Ordre des Architectes occupé
Mardi 21, 22	Avec 233 voix seulement, la motion de censure déposée le 14 n'est pas adoptée.
	Cohn-Bendit exclu ; nouvelles manifestations
Vendredi 24	Le Général annonce un référendum sur la participation. Manifestations. La "Pègre"
Samedi 25, 26	Négotiations de "Grenelle" refusées par les grévistes. Grand meeting U.N.E.F. au Stade Charlety - 50.000 sans la C.G.T.
Mercredi 29	Voyage "mystérieux" du Général.
	Manifestation C.G.T. à Saint-Lazare "gouvernement populaire"
Jeudi 30	De Gaulle annonce: au lieu d'un référendum, dissolution de l'Assemblée, appel aux élections et à "l'action civique"
	Manifestation gaulliste aux Champs-Elysées

## juin 1968

Samedi 1er	Défilé U.N.E.F. de Montparnasse à Austerlitz
Lundi 10	Noyade d'un lycéen près Flins
Mardi 11	2 morts à Sochaux
	Manifestations à Paris
Mercredi 12	Dissolution des "groupuscules" étudiants mais pas "Occident"
	Interdiction de manifester
Jeudi 13	Dissolution des "groupuscules" ouvriers
Vendredi 14	Libération de Salan, retour Bidault, amnistie O.A.S.
Dimanche 16	Evacuation de la Sorbonne par la police
	Attaques armées au "campus d'Orléans"
Lundi 17	Evacuation de l'Odéon par la police
Mardi 18	Fin de la grève Renault
	Réunion interprofessionnelle "domaine bâti" à la Mutualité
Nuit du 26 au 27	Evacuation des Beaux-Arts par la police
Dimanche 23 - 30	1er et 2ème tour des élections. Victoire gaulliste.

**GENERAL**

**OCCUPATION  
DES  
USINES**

**FIN  
DE  
L'UNIVERSITÉ**

**LE  
POUVOIR  
AUX  
CONSEILS  
DE  
TRAVAILLEURS**

**A BAS  
LA SOCIÉTÉ  
SPECTACULAIRE-  
MARCHANDE**

**ABOLITION  
DE LA  
SOCIÉTÉ  
DE  
CLASSE**

### une réforme urgente... en 1871

Dans la réforme intellectuelle et morale, publiée en 1871 (édit. Calmann-Lévy), Ernest Renan écrivait (pages 101 à 103) : "C'est surtout dans l'enseignement supérieur qu'une réforme est urgente. Les écoles spéciales, imaginées par la Révolution, les chétives facultés créées par l'Empire, ne remplacent nullement le grand et beau système des universités autonomes et rivales, système que Paris a créé au Moyen Age et que toute l'Europe a conservé, excepté justement la France qui l'a inauguré vers 1200. En y revenant, nous n'imiterons personne, nous ne ferons que reprendre notre tradition. Il faut créer en France cinq ou six universités, indépendantes les unes des autres, indépendantes des villes où elles seront établies, indépendantes du clergé. Il faut supprimer du même coup les écoles spéciales, Ecole polytechnique, Ecole normale, etc., institutions inutiles quand on possède un bon système d'universités, et qui empêchent les universités de se développer. Ces écoles ne sont en effet que des prélèvements funestes faits sur les auditeurs des universités. L'Université en-

seigne tout, prépare tout, et dans son sein toutes les branches de l'esprit humain se touchent et s'embrassent. A côté des universités, il peut, il doit y avoir des écoles d'application ; il ne peut y avoir des écoles d'Etat fermées et faisant concurrence aux universités. On se plaint que les facultés des lettres, des sciences n'aient pas d'élèves assidus. Quoi de surprenant ? Leurs auditeurs naturels sont à l'Ecole polytechnique, où il reçoivent le même enseignement, mais sans rien sentir du mouvement salutaire, de la communauté d'esprit que créé l'Université. Ces universités établies dans des villes de province, sans préjudice naturellement de l'université de Paris et des grands établissements uniques, tels que le Collège de France, propres à Paris, me paraissent le meilleur moyen de réveiller l'esprit français. Elles seraient des écoles de sérieux, d'honnêteté, de patriotisme. Là se fonderait la vraie liberté de penser, qui ne va pas sans de solides études".



**TRAVAILLEURS**



**UNIS**

TRAVAUX DE LA COMMISSION DE LA SORBONNE "NOUS SOMMES EN MARCHÉ"

**propositions préliminaires pour une révolution culturelle**

- 1 - Nous vivons une période prérévolutionnaire. Une période prérévolutionnaire est celle qui voit la naissance d'une nouvelle idéologie ; celle-ci reste à créer.
- 2 - Les utopistes sont ceux qui croient qu'en se contentant de changer les structures sociales, on changera l'esprit des hommes.
- 3 - Toute lutte critique est politique ; la politique critique n'est ni courage ni débauche, elle est un simple devoir.
- 4 - Que toute personne se laisse emporter par son enthousiasme, sans se sentir coupable, pour réapprendre le sens de l'humain.
- 5 - Prendre dans ce qui existe tout ce qui est bon et qui a été défigurée.
- 6 - Que Les Professeurs reviennent trouver dans l'éducation les satisfactions qu'ils vont souvent chercher en vain dans les congrès, ou ailleurs.
- 7 - Toute personne qui prend peur de l'"Aventure", doit savoir qu'elle n'a peur que du changement.
- 8 - La majorité intellectuelle, politique et sociale des jeunes est instituée.
- 9 - Que toute personne qui ne comprend pas vienne discuter. Tout peut s'expliquer à tous.
- 10 - Nos structures psychiques sclérosées et archaïques doivent se saborder pour céder la place à l'imagination d'un monde nouveau.
- 11 - Nous vivons une période critique ; quiconque ne le saisit pas ne peut rien comprendre au monde.
- 12 - Arrêter la fuite en avant de la routine stérilisante de tout travail parcellaire.
- 13 - Toutes les notions existantes sont périmées et à repenser.
- 14 - Le changement n'est pas une fin en soi ; entre la rigidité et l'agitation il y a une marge suffisante pour tous ceux qui veulent se donner la peine de penser.
- 15 - On est jeune par l'esprit et non par l'âge.
- 16 - Tout esprit jeune, encore libre de structurations psychiques trop déterminées peut imaginer des idées nouvelles et être créatif.
- 17 - Seule l'autonomie véritable permet la créativité.
- 18 - La notion de conflit de génération doit disparaître du monde ; elle n'est qu'un maquillage de la lutte pour le pouvoir.
- 19 - Que les "pères" jouent leur rôle de "pères", et la révolution sera évolution.
- 20 - Toute personne qui considère l'émotion comme étrangère à la pensée logique doit se défaire sur le champ de cette vision idéaliste.
- 21 - Toute création part d'une émotion vécue.
- 22 - La redécouverte personnelle est irremplaçable pour la formation de l'esprit.
- 23 - Ce qui fait la différence entre le commun et le génie n'est pas le niveau d'intelligence mais la volonté de dépassement.
- 24 - Toute création nouvelle doit comporter des éléments anti-sclérosants.
- 25 - Les hommes des institutions en place - celles du pouvoir, comme celles de l'opposition - doivent continuer d'expédier les affaires courantes ; ils doivent fournir le pain quotidien ; demain nous le ferons pour eux, et nous leur donnerons la culture en plus.
- 26 - Tous ceux qui ne sont pas chargés d'expédier les affaires courantes doivent se défroquer, descendre dans la rue, et remettre en cause leurs méthodes de pensée.
- 27 - Manger et se reposer chaque jour.
- 28 - Il faut discuter partout et avec tous.
- 29 - Etre responsable et penser politiquement appartient à tous ; ce n'est pas le privilège d'une minorité d'"initiés".
- 30 - Qu'on ne s'étonne pas du chaos des idées ; il ne faut pas en sourire ; il ne faut pas s'en moquer ou s'en réjouir ; c'est la condition d'émergence des idées neuves.
- 31 - Que les "pères" du régime comprennent que l'autonomie n'est pas un mot creux ; elle suppose le partage du pouvoir, c'est-à-dire son changement de nature.
- 32 - Que personne ne cherche à mettre une étiquette au mouvement actuel, il n'en a pas, il n'en a pas besoin ; le mouvement se crée de lui-même avec tous ceux qui viennent le rejoindre en laissant chez eux tout ce qu'ils ont cru jusqu'à présent.
- 33 - Que ceux qui refusent de comprendre prennent leur retraite.
- 34 - Construire des milliers de parkings pour que les enfants puissent jouer aux billes dans les caniveaux.
- 35 - Prendre le temps d'aimer et d'apprendre à aimer.
- 36 - Sous la lutte des classes il y a fondamentalement une lutte pour le pouvoir.
- 37 - L'accès à l'autonomie et au partage du pouvoir peut se faire pacifiquement, si les "pères" du régime veulent bien jouer leur rôle.
- 38 - Pour réapprendre à penser, sabordons-nous en tant qu'individus conditionnés par une classe.
- 39 - Jouez !
- 40 - Que tous les travailleurs de toutes professions continuent à pousser leurs organisations à sortir de l'immobilisme, et entreprennent avec l'aide des travailleurs intellectuels la marche en avant vers l'autonomie.
- 41 - Que le goût des fêtes nous revienne.
- 42 - Le drapeau rouge peut mourir. Le drapeau noir aussi. Que les peintres nous inventent mille drapeaux qui symbolisent la recherche, l'effort, la révolution intérieure, l'enthousiasme, l'invention.
- 43 - Que les musiciens et poètes fassent de nouvelles chansons.
- 44 - Que l'on invente de nouvelles vacances pour cet été afin de ne pas interrompre le mouvement.
- 45 - Avoir chaque jour des tribunes dans la presse écrite et parlée.
- 46 - Seul l'éclatement de nos actuelles méthodes de pensée permettra de repenser un monde nouveau.
- 47 - A partir de la créativité de chacun une nouvelle culture et une nouvelle idéologie seront fondées.
- 48 - Le nouveau manifeste qui en sera l'émanation sera en fusion perpétuelle grâce à la contribution personnelle de chacun.
- 48 - La grève est levée. L'université critique et l'entreprise critique ont déjà commencé. Les comités de grève et autres doivent s'appeler "comités constitutifs de l'entreprise ou de l'université autonome".
- 49 - Personne ne peut accéder à l'autonomie sans avoir appris à marcher. Que ceux qui savent marcher apprennent d'abord comment l'enseigner. Que ceux qui savent marcher et enseigner l'apprennent aux autres.
- 50 - Et tout cela simplement pour que l'homme puisse devenir lui-même !

Nous présentons ici des extraits des textes et travaux des commissions à l'ENS des Beaux-Arts que vous pouvez obtenir complets auprès des architectes occupants du Conseil Supérieur de l'Ordre des Architectes 10, rue Portalis, Paris.

**mercredi 15 mai 1968**

Pourquoi prolongeons-nous la lutte ? Contre quoi luttons-nous ? Nous luttons contre une université de classe, nous voulons organiser la lutte contre tous ses aspects.

- 1 - Nous critiquons la sélection sociale qui s'opère tout au long des études du primaire au supérieur au détriment des enfants de la classe ouvrière et des paysans pauvres. Nous voulons lutter contre le système des examens, des concours, principal moyen de cette sélection.
- 2 - Nous critiquons le contenu de l'enseignement et les formes pédagogiques de sa diffusion. Parce que tout est organisé pour que les produits du système n'acquiescent pas une conscience critique, aussi bien à l'égard de la connaissance que de la réalité sociale et économique.
- 3 - Nous critiquons le rôle que la société attend des intellectuels : être des chiens de garde du système de production économique, être des cadres technocratiques. Faire en sorte que chacun se sente bien à sa place, surtout lorsque ce "chacun" est à une place "d'exploité". Que signifient ces critiques pour ce qui est de l'Ecole d'architecture ? Pour ce qui est de l'Ecole de peinture et de sculpture ? C'est bien sûr aux commissions de la définir précisément, mais nous pouvons déjà le dire pour ce qui est de l'architecture :  
- Nous voulons lutter contre la domination de la profession : sous la forme du Conseil de l'Ordre ou d'autres organismes corporatifs, nous sommes contre le système du patron en tant que méthode pédagogique, nous sommes contre l'idéologie conformiste que le système diffuse. L'enseignement de l'architecture ne doit pas être la seule répétition de ce que fait le patron jusqu'à ce que, finalement, l'élève en soit une copie conforme.



- Nous voulons lutter contre les conditions de la production architecturale qui la soumettent, en fait aux intérêts des promoteurs publics ou privés. Combien d'architectes ont-ils accepté de réaliser des Sarcelles grands ou petits ? Combien d'architectes tiennent compte dans leur cahier des charges des conditions d'information, d'hygiène, de sécurité des travailleurs sur les chantiers et le feraient-ils, qu'aucun promoteur ne répondrait à leur appel d'offre. Et l'on sait qu'il y a trois morts par jour en France dans l'industrie du bâtiment.

Nous voulons lutter contre un contenu de l'enseignement particulièrement peu rationnel et peu scientifique où les impressions et les habitudes personnelles continuent de prévaloir sur des connaissances objectives !

L'idéologie du prix de Rome est encore vivace !

En deux mots nous voulons prendre conscience des rapports réels de l'Ecole et de la Société ; nous voulons lutter contre son caractère de classe. Cette lutte, nous devons savoir que nous ne pouvons la mener seuls. Nous ne devons pas tomber dans l'illusion que les Universitaires pourront instaurer dans leurs facultés des noyaux d'autonomie réelle par rapport à l'ensemble de la société bourgeoise. C'est aux côtés des travailleurs, qui sont les principales victimes de la sélection sociale qu'opère le système d'enseignement, que les universitaires doivent lutter. La lutte contre l'université de classe doit être organiquement liée à la lutte de l'ensemble des travailleurs contre le système d'exploitation capitaliste.

Il faut donc nous engager :

- à remettre en cause la séparation actuelle de l'E. N. S. B. A. avec l'enseignement supérieur.
- à remettre en cause les rapports qui régissent actuellement la profession et l'enseignement.
- refuser d'effectuer toutes formes de présélection à l'entrée de l'école.
- lutter contre le système actuel des examens et des concours
- nous préparer à la lutte contre les décrets de réforme.
- établir les rapports réels de lutte avec les travailleurs.

Sur toutes ces questions nous devons avoir les débats les plus libres. Tous les enseignants doivent se prononcer.

Des formes d'organisation de lutte doivent être trouvées.

Comité de grève

---

## lettre ouverte, adressée au ministre des affaires culturelles

Les étudiants et les architectes ont décidé d'occuper les locaux de l'Ordre des Architectes.

Par ce geste symbolique, ils suppriment une institution vétuste qui bénéficiait de privilèges féodaux, de puissants moyens matériels, et de l'appui des pouvoirs publics. Ils exigent l'abrogation de la Loi dictée fin 1940 par l'état de Vichy.

Nos nouvelles structures s'élaborent au sein de la Nouvelle Université autonome et critique, par une confrontation permanente des travailleurs, des étudiants, enseignants architectes et les associations d'usagers.

Paris, le 22 mai 1968

---

## motion de Lyon

Solidaires du mouvement de contestation générale, les étudiants et architectes de la région lyonnaise, remettant en cause la valeur de leur organisation professionnelle, occupent les locaux de l'Ordre des architectes, en demandant la dissolution et signent la plate-forme d'accord du 27 mai, base de réflexion et d'action.

## plateforme d'accord

Les Architectes et les étudiants soussignés, décidés à entamer une véritable réflexion, se déclarent d'accord sur les points suivants :

1. Ils s'engagent à examiner objectivement et sans a priori dicté par une position patronale, la place exacte de la fonction d'architecte dans le processus actuel de l'aménagement et de la production du domaine bâti.
2. Considérant que l'architecture, service public, doit satisfaire à des besoins sociaux, l'objectif fondamental sera de trouver les moyens de limiter, puis de supprimer le contrôle quasi absolu que les puissances financières, à travers leur



système économique, exercent actuellement sur l'aménagement et la production du domaine bâti.

3. Ils envisagent une action concrète et concertée, visant effectivement à détruire le contrôle que les puissances "monopolistes", dans le seul but de satisfaire leurs propres intérêts, exercent sur les Architectes. Cette volonté ne devra pas se traduire par le maintien ou la création d'organismes corporatifs dont la déontologie formelle n'aurait d'autre effet que de masquer la réalité. Il sera donc nécessaire de se grouper au sein d'organismes, renonçant à défendre un titre mal défini, pour formuler des objectifs et revendications précis.
4. Considérant enfin que leur rôle dans le processus de l'aménagement et de la production du domaine bâti, et la faiblesse de leur effectif, ne permettent pas aux Architectes d'envisager d'une façon réaliste une action isolée, il conviendra de s'appuyer sans exclusive sur les catégories sociales et professionnelles qui, par leur position de contestation, sont les seules à pouvoir lutter efficacement contre les monopoles.

Lyon, le 27 mai 1968

## commission critique de l'université de classe

- Les membres de la Commission "Critique de l'Université de Classe",
- considérant l'élargissement du mouvement de revendication à toutes les couches sociales travailleuses de la population, élargissement qui transforme radicalement la signification du mouvement étudiant de contestation de l'Université,
  - considérant l'impossibilité d'un changement authentique de l'Université, dans son rôle social et dans son fonctionnement, en dehors d'un changement complet non seulement du régime politique actuel, mais du système social actuel,
  - considérant les ambiguïtés profondes contenues dans la revendication d'autonomie de l'Université qui porte en germe les déviations régionalistes et corporatistes que déjà certains tentent de développer,
  - considérant que le mot d'ordre gouvernemental de participation ne peut, en aucun cas, être retenu, signifiant en effet l'acceptation d'un dialogue avec un régime politique qui a fait la preuve dans le passé de son impuissance à régler les problèmes des étudiants et des travailleurs, et à qui on doit refuser de faire confiance dans l'avenir pour définir les objectifs propres à l'Université (Plan Fouchet, sélection, etc.),
  - considérant qu'une telle participation et un tel dialogue auraient pour signification dernière de renforcer l'engagement des masses en général, et des étudiants en particulier, dans le système, cautionnant et renforçant le pouvoir des classes possédantes sur les travailleurs et empêchant pour longtemps toute contestation de ce système.

La commission propose à l'Assemblée générale la motion suivante :

- 1° Appelle les étudiants de l'ex-Ecole des Beaux-Arts à lutter contre le mot d'ordre gouvernemental de participation, pour en démystifier les objectifs réels, et demande à leurs organisations syndicales et politiques d'organiser une vaste campagne d'explication contre ce mot d'ordre en liaison avec les organisations des travailleurs,
- 2° Rappelle qu'il ne peut y avoir d'autonomie vraie de l'Université qu'aux conditions suivantes :
  - . indépendance de droit et de fait à l'égard du pouvoir politique bourgeois,
  - . représentation majoritaire des étudiants à toutes les instances de décision et de gestion de l'Université,
  - . financement public assorti du droit de regard et de contestation du budget de l'Université,
  - . dépendance de l'administration universitaire à l'égard des instances de gestion,
  - . dissolution et intégration dans l'Université de toutes les anciennes grandes écoles,
  - . rappelle enfin que cette revendication d'autonomie ne concerne que le refus du pouvoir de l'état bourgeois sur l'université;
- 3° Déclare que la revendication d'autonomie de l'université est et ne peut être qu'un moyen parmi d'autres pour transformer le rôle social de l'université, et que cette transformation ne pourra résulter que de la transformation générale de la société;
- 4° Appelle tous les étudiants à travailler à cette transformation par une participation militante dans leurs organisations syndicales et politiques, rappelle que celles-ci ne trouveront leur pleine efficacité qu'en développant des actions communes sur les objectifs de lutte des travailleurs, et demande en conséquence que soient étudiés et appliqués tous les moyens tendant à renforcer l'unité de lutte des étudiants et des travailleurs;
- 5° Propose que le mouvement revendicatif étudiant se définisse les objectifs de lutte suivants :
  - . ouverture permanente de l'université autonome à tous, les modalités de cette ouverture étant à étudier par les organisations des étudiants et des travailleurs;
  - . extension à tous les jeunes travailleurs des privilèges étudiants : restaurants et cités universitaires, vacances, service militaire, etc.;
  - . libre disposition des locaux et du matériel universitaire pour organiser la permanence d'un dialogue démocratique;
  - . étude du contenu et des méthodes d'enseignement afin de mêler étroitement l'apprentissage théorique et l'apprentissage pratique, les activités de formation et les activités de production.

## architecte - action immédiate

Les Architectes salariés (fonctionnaires ou non) déterminent leur engagement dans la grève en fonction de mots d'ordre syndicaux ou d'une adhésion personnelle.

Les Architectes patrons ne peuvent être en grève que si leur personnel l'est également, sinon c'est un lock-out; la décision de reprise du travail ne leur appartient pas, elle appartient au personnel. Par voie de conséquence, les architectes patrons ne sont pas libres de suivre la grève illimitée du mouvement étudiant..... Continuer le mouvement après la grève générale, implique, pour les professionnels, l'organisation d'une présence quotidienne dans le cadre de l'université permanente en fixant des horaires compatibles avec leur activité.

Toutes ces actions et réflexions doivent nécessairement s'inscrire dans le cadre de la contestation politique permanente qui est à l'origine et à la base du mouvement.

## liquidation et information

Les Architectes ayant adhéré aux déclarations des 15 et 22 mai 1968, lesquelles proclament d'une manière générale le refus des structures actuelles et en particulier l'Ordre des Architectes, dénie à tout organisme corporatif ou étatique le droit de les représenter.

## plateforme de discussion de la commission des relations interprofessionnelles

L'action que nous menons rejette le simple aménagement technocratique des systèmes actuels. Elle remet en cause les cadres politiques, sociaux et économiques capitalistes.

Elle part sur les bases suivantes :

1. La contestation permanente, individuelle et collective est la condition pour la création du cadre de la vie de l'homme.
2. L'aménagement du territoire et la production du domaine bâti sont des activités collectives et non le privilège exclusif de telle ou telle profession ou corps constitué.
3. Toute organisation de ces activités devra tenir compte de cet aspect collectif et ne saurait être calquée sur les structures des actuels groupements professionnels.
4. Une telle organisation ne sera ni strictement professionnelle ni définitive. Elle évoluera en fonction de la recherche fondamentale et en concertation permanente avec l'Université.

## rapport de la commission sur la responsabilité de l'acte architectural

Si la signification de l'acte architectural reste fondamentale dans toute société car l'homme est



simultanément le créateur et le produit de son environnement, nous dénions, et nous ne sommes pas les seuls, à l'Architecte d'avoir le monopole de cette création....  
 Comment trouver les modalités de participation des masses qui ne soient pas artificielles ?  
 Comment empêcher les structures d'être sclérosées ?  
 Est-il possible de satisfaire l'exigence de cohérences qui s'expriment à travers l'aménagement du territoire et l'urbanisme, sans secréter une bureaucratie irresponsable et une réglementation paralysante ?.....

## sous-commission des relations interprofessionnelles

COMPTE RENDU D'ACTIVITE DU 9 JUIN 1968

L'action que nous menons rejette le simple aménagement technocratique des systèmes actuels. Elle remet en cause les structures politiques, sociales, économiques, capitalistes. Elle s'établit sur les bases suivantes :

1. La contestation permanente, individuelle et collective : condition pour la création du cadre de la vie de l'homme.
2. L'aménagement du territoire et la production du domaine bâti sont des activités collectives et non le privilège exclusif de telle ou telle profession ou corps constitué.
3. Toute organisation de ces activités devra tenir compte de cet aspect collectif et ne saurait être calquée sur les structures des actuels groupements professionnels.
4. Une nouvelle organisation ne sera ni strictement professionnelle, ni définitive. Elle évoluera en fonction de la recherche fondamentale et en concertation permanente avec l'Université.

Le mouvement qui se développe a brisé ou ébranlé certaines féodalités professionnelles. Il a ouvert des perspectives inespérées de rapprochement entre des disciplines, des Hommes, que les enseignements, les modes d'exercice des professions maintenaient dans des rivalités ou des dépendances inadmissibles.

Le dialogue qui s'établit entre étudiants, enseignants, professionnels et usagers du domaine bâti doit aller au delà des actions immédiates dont la priorité n'est pas contestée. Il doit s'appliquer à l'éclosion d'une nouvelle manière de penser l'enseignement et l'exercice des professions: L'ENSEIGNEMENT ET LA VIE, LA CONCEPTION ET LA PRODUCTION DU DOMAINE BÂTI SONT INDISSOCIABLES.

## projet de plateforme

### ANALYSE CRITIQUE

Les Architectes qui ont la responsabilité de contribuer avec d'autres professions intéressées à l'élaboration de l'aménagement du territoire, à la création de l'environnement et du domaine bâti, vivent de façon permanente les contradictions de la société. Ils sont donc particulièrement aujourd'hui des contestateurs en conflit avec les structures d'une société qui leur interdit de donner à l'acte architectural sa pleine signification....

Le mouvement de contestation que nous vivons et à l'intérieur duquel nous nous insérons exprime une volonté déterminée de remettre en question les fondements moraux et les structures de la société actuelle.

Si la prise de conscience a été aussi générale c'est qu'il est apparu évident aux yeux de tous que notre société qui n'est qu'apparemment démocratique, est en fait organisée pour consacrer et perpétuer des privilèges, qu'il est devenu évident que ses structures rigides et sclérosées s'opposent à une évolution nécessaire aux besoins d'un monde en constante transformation.

### MECANISME D'EMULATION

Il faut que l'Etat joue un rôle d'incitation et non plus uniquement de coercition. Cela est possible dans le cadre des responsabilités du maître d'ouvrage autant à travers les grands ministères qu'à travers divers organismes constructeurs tels la Caisse des Dépôts, aussi nous proposons qu'un domaine expérimental, libéré de normes et permettant leur remise en cause, soit ouvert à l'émulation.

## projet de plateforme d'exigences

L'Architecte ne doit plus se contenter de proposer aux utilisateurs des objets à la création desquels ils n'ont pas participé.

Il est de faire apparaître, de manière frappante, certains types de rapports inattendus, ouvrant ainsi la porte à la création imaginaire.

Il est de contribuer à donner au grand nombre, c'est-à-dire essentiellement à la masse des travailleurs, les moyens d'assurer la responsabilité de leur environnement et d'imaginer eux-mêmes une réponse remplissant ainsi un rôle politique.

Il est de participer à l'élaboration d'une nouvelle culture qui organise les modes d'activité de l'homme, de manière que l'individu puisse se projeter dans son activité, quelle qu'elle soit, et la rendre CREATRICE.

## section du paysage de l'E.N.S.H.

4. rue Hardy, 78-VERSAILLES

L'Homme s'est séparé de la Nature par crainte d'un milieu qu'il ne pouvait dominer; et, en recherchant une coexistence avec elle, il n'a abouti qu'à un divorce avec son essence biologique. Celui-ci se cristallise aujourd'hui sous forme d'une structure technocratique.

## mécanismes et aliénations

### 1. LE DECOUPAGE EN NIVEAUX D'ETUDES ET DE REALISATION

Un pays centralisé établit toujours une décomposition pyramidale des problèmes; et, quand ce pays, comme le nôtre est faussement démocratique, le pouvoir se trouve au sommet...

### 2. CONNAISSANCE DES BESOINS ET PROBLEMES TECHNIQUES

On est parvenu à ce prodige de procéder à l'investigation des besoins à l'écart de ceux qui sont supposés les avoir !... La commune est souvent trop petite et l'agglomération trop importante. Ces faits, en soi secondaires, auront leur importance car les problèmes seront fatalement mal posés et cela d'autant plus, que les gens restent attachés à leur vieille commune. Celle-ci d'ailleurs, au niveau du Plan, n'est pas même consultée...

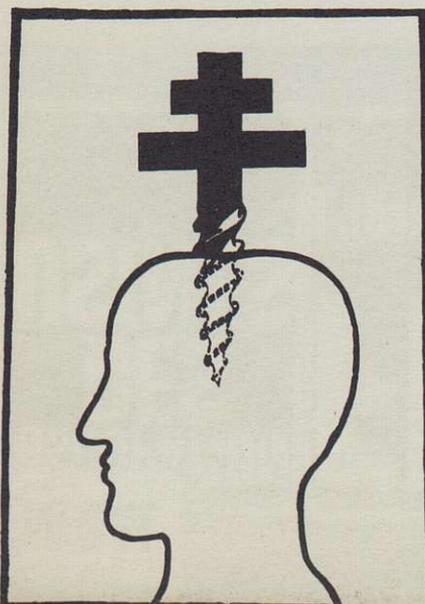
Les critères auxquels il a été fait appel n'étant pas des critères humains, force a été de s'en tenir à ce que l'on veut être des critères techniques qui, bien entendu, vont se trouver très vite déformés si tant est qu'ils aient été exacts au départ.

- Les données de base ont été "définies", par des fonctionnaires coupés de la base et la base elle-même se trouvant étrangère à la chose publique, ces données initiales ont de fortes chances de comporter des erreurs. En effet, l'honnêteté subjective ne suffit pas. Tout technicien est déformé par ses préjugés et travaille dans un climat donné qui le conduit à rechercher dans les choses ce qu'inconsciemment il veut y trouver.

- Une autre source d'aliénation provient de la recherche de critères technologiques et mathématiques. Ainsi pour les routes, il sera procédé à des calculs de circulation et une route ne sera envisagée qu'à partir du moment où une autre se trouvera saturée. Mais cette méthode exclut l'imagination : il peut exister d'autres trafics que ceux déjà existants et la création d'une nouvelle route peut susciter un trafic nouveau.

- Une troisième source d'aliénation existe dans le fait qu'aucun technicien n'a pouvoir de décision ni droit de suite. Les documents préparatoires sont ainsi livrés aux choix politiques et financiers au risque permanent et réel que les études soient radicalement dénaturées : on ne retiendra par exemple que ce qui est immédiatement rentable !

L'on pourrait d'ailleurs se demander si les choses ne sont pas encore plus insidieuses. Ainsi quelle est l'implication politique intervenant dans les choix prétendument techniques ? Les transports urbains et la rentabilité des industries automobiles ne sont-ils pas contradictoires ? L'influence





Par ailleurs, pourquoi ne consulte-t-on pas les populations concernées ? Pourquoi les techniciens sont-ils des asservis sans responsabilité de décision et sans droit de suite ? S'il en est ainsi, si tout se présente de manière convergente, ne serait-ce pas le fruit d'une volonté, concertée ou inconsciente, de mettre à l'écart ce que pourrait gêner l'arbitraire des options politiques et économiques ?

C'est ainsi que l'on peut constater que les techniciens, séparés de la base et donc non soutenus par elle, sans pouvoir de décision ni de contrôle, se trouvent, dans la société de consommation qui est la nôtre, céder plus ou moins consciemment à des critères de rentabilité ou de rendement. Cette notion de rendement se présente comme un parallèle à celle de rentabilité même dans les cas où il n'y a pas de profit direct. La quantité primera sur la qualité et des déformations grossières apparaîtront : ainsi gardera-t-on les malades dans les hôpitaux afin que le nombre annuel de "journées ne baisse pas" !

Il ne s'agit pas de porter un jugement moral sur ces notions de rentabilité, de profit ou de rendement. Mais il importerait de bien voir pour qui on s'en sert : le petit nombre.

Et c'est ainsi que se justifie la désignation péjorative de "technocrate" que l'on doit appliquer à tout technicien car nul n'y échappe. La technique, coupée de la base, aliénée par une objectivité de remplacement, voulue comme irresponsable, se trouve mise au service d'intérêts particuliers et détournée de sa mission sociale spécifique.

### 3. NIVEAU DE LA DECISION ET RESPONSABILITES

Qui décide ? Personne.

La responsabilité est inexistante, les intérêts des monopoles peuvent agir à leur aise.

Et cela est à ce point vrai que, sous un régime comme le nôtre, les sociologues ont senti le besoin d'inventer une science nouvelle : la "Sociologie de la Décision".

Les décisions ne se prennent pas aux moments prévus. Elles cheminent de façon diffuse. Nul ne parvient à situer les choix, à circonscrire les responsabilités. Un petit détail peut cristalliser une situation. C'est là un problème mal exploré par ceux-là mêmes qui en profitent.

En principe, les décisions sont démocratiques et situées à trois niveaux d'élus : le conseil municipal, le conseil général, l'Assemblée Nationale. Mais regardons de plus près.

- Le conseil municipal est en fait sous tutelle et aucune délibération n'est valide si elle n'est approuvée par le Préfet qui est un agent du pouvoir central.
- Le conseil général est en fait manipulé : avant la tenue d'une séance, aucun rapport n'est jamais transmis aux conseillers par le Préfet, aussi celui-ci peut-il sauvegarder l'apparente liberté du pouvoir central.
- L'Assemblée Nationale elle-même se trouve aujourd'hui baillonnée...

### 4. FINANCEMENT ET MOYENS DE REALISATION

Dans un régime capitaliste, il est bien évident que l'Etat doit faire appel à la participation des capitaux privés pour réaliser ses prévisions et ses programmes. Il doit donc tenir compte des réalisateurs : hommes d'affaires, banques, groupes financiers.

Le plan ne prévoit pas et ne peut pas prévoir, dans l'Etat actuel des choses, tous les financements nécessaires à la réalisation de l'ensemble des investissements. Il doit donc tenir compte de la rentabilité. Ce souci existera sous tous les régimes. Mais il s'agit ici d'une rentabilité telle que le capital privé la conçoit. L'Etat prendra à sa charge les investissements qui ne donnent pas lieu à profit : écoles, hôpitaux, maisons de jeunes, postes, etc., et livrera le reste à la concurrence incontrôlée des capitaux qui ne profitent qu'à ceux qui les détiennent et qui agissent non pas pour la réalisation d'un bien commun mais de manière à trouver individuellement le profit maximum...

Le gouvernement lui-même se trouve pris à son propre jeu. Il est dépourvu de moyens d'action sur les sociétés privées et de ce fait, incapable de réaliser les programmes qu'il a lui-même déterminés. C'est ainsi que l'on voit d'importantes zones industrielles, engagées à grands frais, et dont l'occupation connaît de longs différés ressemblant à des abandons dans la mesure où les entreprises privées se refusent à suivre les consignes gouvernementales et préfèrent choisir individuellement et au gré d'intérêts incontrôlés leur propre implantation au mépris de l'intérêt général...

## vers une démocratie

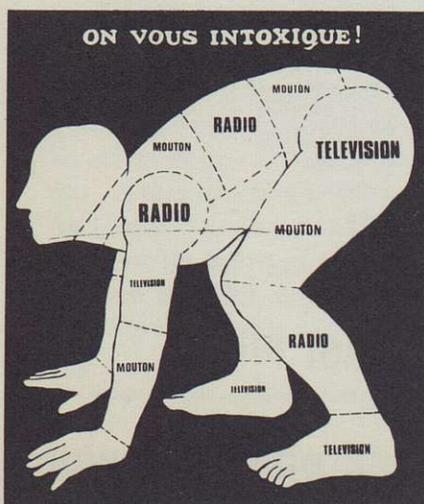
Il faut reconnaître aux gens leur droit de participation, c'est-à-dire leur relation avec le pouvoir de décision. Ce qui entraîne nécessairement le renversement complet du fonctionnement des mécanismes en place. Toute autre utilisation du mot "participation" n'est que leurre et démagogie. Cette participation aux responsabilités publiques doit exister à tous les niveaux : information, élaboration, options, réalisations, contrôle. C'est l'unique moyen de connaître les besoins car seuls ceux qui les éprouvent peuvent les définir. Et il importe que chacun, au niveau qui est le sien, puisse participer à la décision et contrôler la réalisation. L'on conçoit aisément, à partir des structures existantes, comment il serait possible de leur rendre leur vocation démocratique en renversant la pyramide pour qu'enfin elle repose sur sa base et qu'elle cesse de se maintenir la tête en bas dans le faux équilibre de la spéculation...

Tout d'abord il faut prendre conscience que la population est aliénée et que tout est fait pour qu'elle demeure en cet état. Ce n'est pas un hasard qu'il n'y ait que 10 % de fils d'ouvriers dans les universités. Ce n'est pas un hasard qu'on préfère provoquer le miroitement de villes et villages de vacances, comme il s'en est allé de l'aménagement de la côte du Languedoc Roussillon, tandis que les besoins fondamentaux n'étaient pas satisfaits : le logement par exemple. Il fallait bien créer de nouvelles sources de profit et, tout à la fois, détourner la masse d'une action revendicatrice... Il n'y aura pas de participation sans information. Il faut donc, parallèlement au changement des esprits, que s'installent les canaux d'information et que s'établisse l'ensemble des relais nécessaires au fonctionnement de ce vaste organisme : associations, groupes de quartiers, syndicats, groupements divers, à condition qu'ils soient réellement l'expression de la masse. C'est en effet au niveau des préoccupations quotidiennes que la masse peut prendre conscience et s'éduquer à saisir le domaine public.

La participation ne se donne pas : elle se conquiert.

## conclusion

.....  
Nous avons recherché les causes de l'échec des technocraties capitalistes. Nous avons rencontré les risques graves des bureaucraties centralisatrices. Et nous avons vu clairement que seule peut résoudre ces aliénations une véritable démocratie, une démocratie où chacun peut participer au pouvoir au niveau qui est le sien, les plus gros obstacles étant les monopoles et les services d'Etat. Quelles que soient les aventures que connaîtra la politique, tout est bon de ce qui sape le capital privé, fait disparaître les mandarins et provoque effectivement la base à exiger sa participation au pouvoir et à la prendre.  
L'Aménagement de l'Espace est un acte politique.  
L'Architecture aussi.



# MOINS DE 21 ANS

voici votre bulletin de

# VOTE

